

Les gestes répétitifs sont en régression, mais les salariés sont davantage exposés AUX NUISANCES SONORES

par son ampleur, à combler le déficit de connaissances en matière de santé au travail.

Diminution globale de la pénibilité physique

Par rapport à la précédente enquête, datant de 1994, celle de 2003 révèle une diminution globale de la pénibilité physique, sauf pour les ouvriers non qualifiés. Cette baisse, qui profite essentiellement aux cadres et aux professions intermédiaires, est, en outre, beaucoup moins prononcée pour les ouvriers qualifiés et les employés du commerce et des services. «La pénibilité physique diminue également à tout âge, mais reste très prégnante chez les moins de 25 ans», a rappelé Marie-Christine Floury, de la Dares.

En matière de contraintes physiques, il ressort une augmentation importante du travail sur écran, des déplacements à pied et des manutentions manuelles de charge.

Produits chimiques

Par rapport à 1994, les gestes répétitifs sont, quant à eux, en régression. En revanche, les salariés sont davantage exposés aux nuisances sonores, en particulier aux bruits nocifs (supérieurs à 85 décibels ou comportant des chocs et impulsions pendant plus de vingt heures par semaine). «Si les protections auditives se généralisent, un tiers des salariés exposés y échappent encore», a souligné Bernard Arnaudo, de l'inspection médicale du travail.

L'étude note également l'amélioration des protections pour les salariés exposés à l'amiante: 46% ont accès à des protections respiratoires en 2003, contre 20% en 1994. Conséquence de l'interdiction de l'amiante depuis 1997, les salariés sont naturellement moins exposés à cette fibre, à l'exception des personnels du secteur de la construction, en raison de la présence des chantiers de désamiantage.

Plus globalement, l'exposition aux produits CMR (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques) ne recule pas. «Les situations de poly-exposition s'accroissent», soulignent même la Direction des relations du travail et la Dares. Les ouvriers non qualifiés et les employés de commerce et de services sont les catégories socio-professionnelles dont l'exposition aux produits chimiques augmente le plus.

Politiques de prévention en panne

Tout aussi inquiétant: les expositions aux poussières de bois sont en hausse dans tous les secteurs d'activité en 2003. Et les politiques de prévention sont en panne, puisque, entre 1994 et 2003, les techniques d'aspiration à la source des poussières sont en diminution dans les entreprises.

Autre enseignement: l'intensification du travail, générée par une kyrielle de

contraintes organisationnelles, concerne de plus en plus de salariés. Ainsi, la part des personnels travaillant la nuit ou effectuant des astreintes est en hausse dans toutes les catégories socio-professionnelles, tandis que la pression du client est de plus en plus vive chez les ouvriers qualifiés et les ouvriers non qualifiés. Les salariés des secteurs de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et des services aux particuliers sont, de leur côté, victimes d'agressions physiques.

Cumul des contraintes

Selon Dominique Waltisperger, de la Dares, un groupe de salariés, "Les Zolas", représentant 6% de la population salariée, cumule contraintes physiques et organisationnelles, ainsi qu'un manque d'autonomie dans l'accomplissement de leur travail. Ces salariés, majoritairement des ouvriers, sont surreprésentés dans les secteurs des industries automobile, agroalimentaire et des biens intermédiaires.

Les salariés les mieux lotis? Les "cols blancs", qui subissent peu de pénibilités physiques et qui disposent d'une latitude décisionnelle et d'une marge de manœuvre élevées, leur permettant de compenser une charge de travail importante.

JEAN-FRANÇOIS RIO

L'enquête Sumer

▼ Pilotée conjointement par la Direction des relations du travail et la Dares (Direction des études et de la recherche du ministère de l'Emploi), l'enquête Sumer (Surveillance médicale des risques) a porté sur un échantillon de 56 000 salariés interrogés par 1 800 médecins du travail entre 2002 et 2003.

▼ Par rapport à l'édition précédente, en 1994, son champ

a été étendu aux salariés d'Air France, de la SNCF, d'EDF-GDF, de La Poste et des hôpitaux publics.

▼ La prochaine étude, prévue en 2008-2009, devrait intégrer les personnels de la fonction publique d'Etat et de la fonction publique territoriale, qui sont les grands absents, avec les agents de France Télécom, de la version 2003.



ANPE

Jean-Noël Thiollier

42 ans, vient de prendre les fonctions de directeur adjoint chargé des ressources humaines à la direction générale de l'ANPE. Diplômé d'HEC (mastère RH), il a dirigé les RH au sein de trois groupes: Baxter, Vivendi Universal et Gucci (YSL Beauté, division parfums et cosmétiques).

Innov'Acteurs

Bruno de Montalivet



a été élu président d'Innov'Acteurs (Association pour le développement

de l'innovation participative). Après de nombreuses années passées à la direction générale des ressources humaines du groupe Accor, il est aujourd'hui directeur général de "Bien-Etre à la carte"/Accor Services.

Agirc

Jean-Louis Walter

représentant des salariés, a été élu à la présidence de l'Agirc. Secrétaire général de la CFE-CGC, il est également vice-président de l'Apec.

Dominique de Calan

représentant des employeurs, a été élu à la vice-présidence. Délégué général adjoint de l'UIMM, il est également président du GIE Agirc-Arrco.

Gibory Search

Marie-Hermine Cohen Boyer

40 ans, est nommée directrice générale de Gibory Search. Elle reste directrice des relations extérieures de Gibory Consultant. Elle a travaillé au sein de différentes agences de publicité et de relations presse (Beau Fixe, La Rochefoucauld, W&Cie), avant d'intégrer Gibory Consultant en 2002.